

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

**TROYES, le 6 février 2026**

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 26-055

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOUFFLET AGRICULTURE**

4 Avenue Beauregard - 10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702033

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE implanté 4 Avenue Beauregard 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 07 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Elle intègre l'action nationale 2026 portant sur les risques d'atmosphère explosive.

En effet, le risque d'explosion associé à la présence d'une atmosphère explosible, dénommé « risque ATEX », concerne de nombreux secteurs d'activités notamment l'agroalimentaire. Ce risque d'explosion peut être présent lors de la production, l'utilisation et le stockage d'un produit ; mais aussi lors des opérations de maintenance des équipements ou installations. Un nombre important d'incidents ou d'événements relatifs à ce risque ont mis en lumière la nécessité de vérifier que les mesures permettant de prévenir ces risques sont mises en œuvre, en particulier l'identification appropriée des zones concernées, la mise en place des procédures, des consignes, des travaux adaptés ou encore la conformité des matériels installés dans ces zones.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOUFFLET AGRICULTURE
- 4 Avenue Beauregard 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702033
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historiquement, ce site est un site soumis à autorisation au regard de son activité de silos, de stockage d'engrais et de produits phytopharmaceutiques. Ce site est classé "silo à enjeux très importants" (SETI) de par sa proximité de la voie ferrée et avec la gare de NOGENT-SUR-SEINE. Toutefois, la réglementation relative aux silos a évolué et la société SOUFFLET a réparti les différentes activités (engrais et produits phytopharmaceutiques) sur d'autres sites. A ce jour, ce site exerce une activité de stockage de céréales en silos, ainsi qu'une activité de vente aux particuliers de produits connexes : terreau, pellets, aliments destinés aux animaux, ... Aujourd'hui le site est exploité au régime de l'enregistrement.

**Thèmes de l'inspection :**

- ATEX

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 alinéa 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 alinéas 2 et 3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Empoussièrément des installations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 point I alinéas 1 et 2	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été l'occasion de vérifier la maîtrise d'un risque particulier, le risque d'atmosphère explosive, prépondérant dans un silo. Il a été identifié des écarts mineurs qui nécessitent des actions correctives. En effet, même si la définition des zones ATEX reste à parfaire, l'ensemble du matériel vérifié est admissible en zone 21 « ATEX présente occasionnellement ». Par conséquent, ces non-conformités n'engendrent pas de risque particulier d'explosion.

L'inspection a permis de vérifier que les installations sont entretenues régulièrement et rigoureusement.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.
<b>Constats :</b>  Le logigramme expliquant la méthodologie mise en œuvre pour identifier les zones à risques a été présenté. Il s'appuie sur les critères suivants : zone confinée, présence de poussières en période de fonctionnement, plan de nettoyage garantissant une quantité de poussière inférieure à 50 g/m <sup>3</sup> , durée d'empoussièrement. Pour les appareils qui pourraient représenter une atmosphère explosive (ATEX), le cumul conditionnel des mesures de sécurité est pris en compte pour pouvoir évaluer leur fréquence d'occurrence. Le groupe de travail qui a analysé les risques ATEX a été mené au niveau du groupe, puis décliné par site.  L'inspection des installations classées inspection des installations classées note que, d'une part, cette évaluation des risques ATEX a été menée exclusivement sur la partie liée au process du grain, mais qu'elle a omis les risques secondaires sur le site de Nogent gare ; par exemple, le ciel gazeux de la cuve de carburant présente une atmosphère explosible.  Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 22 janvier 2026. Il a été mis à jour le 13 janvier 2026. Il contient une liste des appareils du process présents sur site et la zone associée. Le risque lié aux gaz a été écarté. Les zones 20 « ATEX présente en permanence » sont constituées des ciels de cellules verticales de stockage de grains et des boisseaux. Les cases du silo 4 (silo plat) et la trémie de la fosse de réception sont en zone 21 « ATEX présente occasionnellement ». Quant à la zone 22 « ATEX accidentelle ou de courte durée », y figurent le 1 <sup>er</sup> étage de la tour de manutention du silo 4, en raison de la présence des séparateurs, et le dessus des cases de ce silo plat.

Il n'y a aucun appareil dans les zones 20 et 21. Neuf appareils sont présents en zone 22 :

- les 2 transporteurs à chaîne (redlers) du silo 2 ;
- pour le silo 4, les 2 émotteurs, les filtres des 2 ventilateurs, les 2 tapis et le chariot verseur.

L'inspection des installations classées s'interroge sur la pertinence de la qualification retenue pour ces installations. En effet, les poussières dans ces équipements sont susceptibles, en fonctionnement normal, de conduire à la formation d'un nuage de poussières combustibles.

Par ailleurs, les zones des galeries sur-cellules et sous-cellules ne sont pas répertoriées comme zones ATEX dans le DRPCE. Pourtant, les scénarios d'explosion de ces zones sont étudiés dans l'étude de dangers (EDD). L'inspection des installations classées remarque qu'en cas de défaillance de l'action de nettoyage d'une de ces zones, une explosion ne peut être exclue. Or, par définition, la défaillance d'une mesure de maîtrise des risques définit la zone 22 d'une ATEX. Par conséquent, le classement de certaines zones identifiées comme « hors zone » doit être vérifié.

Néanmoins, les événements initiateurs présents dans l'étude de dangers concernent des appareils listés dans le DRPCE. Seuls les tuyaux de grain et les boîtes à 2 directions n'y figurent pas. L'exploitant le justifie en précisant qu'il s'agit d'installations non électriques, reliées à la terre, dont le bon fonctionnement est suivi annuellement et corrigé, le cas échéant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Tout d'abord, il convient de justifier le choix de la zone 22 pour les 9 équipements listés dans le DRPCE, qui auraient pu être retenus comme présentant une zone ATEX occasionnelle en fonctionnement normal. Par ailleurs, le classement de certaines zones identifiées comme « hors zone » doit être vérifié, notamment au regard des situations accidentelles. Enfin, il y a lieu d'élargir l'analyse des risques d'explosion aux activités annexes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Plan général des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- [...] ;</li><li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf. <i>Point de contrôle n° 1</i>) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;</li><li>- [...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le plan de zonage du site a été présenté. Il est cohérent avec l'étude de dangers et les risques présentés par l'installation. Toutefois la nature exacte du risque des différentes zones ATEX (20, 21, 22) n'est pas identifiée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient de préciser les différentes zones ATEX (20, 21, 22).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Identification des zones à risques




<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 alinéas 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Matérialisation des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les risques d'incendie et d'explosion sont présents sur le plan de masse du plan d'opération interne (POI). La signalétique « ATEX » est présente sur l'entrée de chaque silo. Toutefois le niveau de la zone n'est pas indiqué. Les consignes à observer (interdiction de fumer, d'apporter du feu...) sont affichées à l'entrée du site et à l'accueil, mais ne sont pas rappelées à proximité des zones ATEX.</p> <p>La procédure 507PPP1117 version B du 19 juillet 2012 fixe les conditions où un permis de feu est nécessaire. Ainsi les travaux doivent être réalisés en extérieur, sauf impossibilité technique dûment justifiée. Le permis de feu du 10 décembre 2025 qui portait sur une zone ATEX (tuyau de liaison entre les silos 1 et 2) a été présenté. Il n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient de préciser la nature du risque (atmosphère potentiellement explosible, explosive, etc. pour les zones 20, 21, 22) dans les lieux accessibles par le personnel .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Formation d'atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Autre, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Le site considéré étant un silo, le risque est lié essentiellement à la présence de poussières. Il n'y a pas de locaux où l'accumulation de vapeurs (gaz) est possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Conformité des appareils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Autre, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  Une liste de l'ensemble des appareils installés sur le site existe à disposition des services d'entretien et des services d'hygiène-sécurité-environnement, mais elle n'est pas disponible sur site à ce jour. L'exploitant s'engage à partager le fichier avec le site. Quelques matériels représentatifs dans le silo 4 ont été inspectés par échantillonnage. L'état général du matériel, de l'installation électrique et des canalisations n'appellent pas d'observations particulières. Les câblages sont en bon état et exempts d'empoussièrement. La mise à la terre est signalée et visible à chaque étage. Les boîtiers sont fermés et les vis sont serrés. Ont été vus notamment les matériels suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• à la tête d'élévateur E2 : moteur de classe IP55 ;</li><li>• au 2<sup>e</sup> étage : moteur du tapis supérieur d'ensilage TBE de classe IP55, moteur de l'élévateur de classe IP55, moteur de l'aspiration de classe IP55, lampe à la porte de la passerelle sur-cellule avec la mention A.T.X CE  II -2 D (T=85 °C) ;</li><li>• au 1<sup>er</sup> étage : arrêt d'urgence classé CE  II-2G/D (T=55°C), boîte de dérivation classée CE  II -2 G/D (T=60°C).</li></ul> Ces produits sont conformes aux caractéristiques imposées par l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, applicables aux silos plats soumis à enregistrement. De plus, ils sont adaptés au regard des zones définies dans le DRPCE.  L'exploitant indique qu'une inspection périodique des produits ATEX est réalisée. Mais, à ce jour, sa fréquence n'est pas régulière, en dehors des contrôles réglementaires. La dernière inspection périodique interne a eu lieu entre mi-décembre 2025 et début janvier 2026. Des opérations de maintenance ou de réparation sont réalisées sur le produit ATEX. Par exemple, pour les moteurs, il est fait appel à un unique prestataire, suivant un cahier des charges fixé.  La documentation n'est pas accessible aujourd'hui sur le site. Elle est conservée en partie par les services dédiés à l'entretien. L'exploitant indique que le suivi de la fréquence d'inspection périodique et l'archivage de la documentation des appareils seront bientôt facilités grâce à la mise en place en cours d'une gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérifications périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 22 janvier 2026, les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, référencé n° 044260582501R002, du 03 mars 2025, qui conclut à une absence d'observations ;</li><li>• L'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé (Q18), référencé N° 044260582501 R 001 du 03 mars 2025 ; sa conclusion « Peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » s'appuie sur 2 observations : 1/ Installer un dispositif de protection omnipolaire pour la protection du circuit TGBT poste HT 2/ Remplacer le dispositif DR pour réfectoire + sanitaires</li><li>• Le rapport de vérification périodique sur la conformité aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011 (code du travail), référencé n° 044260582501R001 du 03 mars 2025 ; Il fait état de 6 observations ; en plus des 2 observations listées ci-dessus : 3/ remédier à plusieurs câbles volants 4/ remettre en état point lumineux fluo IP65 5/ Remplacer PC tri en mauvais état - matériel BT extérieur 6/ Installer une protection de surintensité du coffret caméra</li></ul> <p>Le bon de travaux afférant aux non-conformités a été transmis également. Seule la date de la fin de l'ensemble des travaux figure sur le bon.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Empoussièrement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 point I alinéas 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection a porté sur le silo 4. Chaque étage de la tour de manutention au Nord du silo (tête et pied d'élévateur E2, 1er et 2e étage), ainsi que la passerelle sur-cellule, ont été vues. <b>Leur état montre un entretien régulier et attentif</b>, notamment quand à l'état des câblages et des capots des machines.</p> <p>Cependant l'inspection des installations classées note que <b>certaines parties du site sont inaccessibles</b> à l'entretien courant et nécessitent une intervention par nacelle : structure du silo plat au dessus des cases de stockage, capotage du tapis entre le silo 4 et le silo 3 du côté de la voie ferrée (présence de colza germé).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Par conséquent, il convient de programmer des actions de nettoyage adaptées pour atteindre ces zones inaccessibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois